

Paris, le 9 janvier 2025

## **Assurance des petites villes : l'APVF demande à l'Etat de passer aux actes**

L'Association des Petites Villes de France (APVF) que préside Christophe Bouillon, ancien député de Seine-Maritime et Maire de Barentin, et dont le Président délégué est Loïc Hervé, Vice-président du Sénat, **appellent à ce que des actes soient posés afin que toutes les communes, et notamment les petites villes, puissent disposer d'une assurance.**

**L'APVF exprime sa solidarité au maire de Breil-sur-Roya (06)** qui a su dénoncer avec humour les difficultés rencontrés par un certain nombre de ses collègues maires pour réussir à assurer leur commune.

**L'heure n'est plus aux constats.** Au cours des derniers mois, les associations d'élus locaux – avec au premier chef l'APVF – les parlementaires et les acteurs du secteur des assurances se sont mobilisés pour mettre des propositions sur la table. **Celles du rapport d'Alain Chrétien, maire de Vesoul, et de Jean-Yves Dagès, ancien Président de Groupama, font émerger plusieurs points de consensus.**

Il conviendra ainsi de **repenser les modalités de passation des marchés publics d'assurance, ou encore repenser le partage du risque entre collectivité, assurance et Etat.** Si **le développement de réelles stratégies de prévention par les communes semble indispensable, elles ne sauraient cependant y parvenir sans le soutien de l'Etat dans un contexte budgétaire dégradé.** Il apparaît enfin nécessaire **d'élaborer de nouvelles structures de conciliation entre assureurs et collectivités pour garantir que chacune d'entre elles puisse effectivement être assurées.**

**L'ensemble de ces propositions ne constituent pas une panacée à l'heure de l'accroissement des risques climatiques, de la hausse de la cybercriminalité et des incertitudes liées aux violences urbaines.** Quand bien même une réflexion demeurerait nécessaire sur ces questions, l'APVF appelle le gouvernement à se saisir de cette question et à agir rapidement pour préserver la continuité des services publics locaux. **Tout nouveau délai sera plus coûteux à la collectivité nationale dans son ensemble.**

### Contact Presse

André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 - [arobert@apvf.asso.fr](mailto:arobert@apvf.asso.fr)

